

L'ADMINISTRATION

LES DIRECTIVES SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Au début de l'après-midi, le président suppléant du Conseil du Trésor et le ministre des Transports ont essayé de donner l'impression à la Chambre que l'on avait rapidement donné suite à cette affaire, même si les sous-ministres adjoints des deux ministères sont au courant de cette question depuis un certain temps mais n'ont rien fait. Les ministres sont responsables des actes de leurs collaborateurs. Nous avons eu l'impression que le gouvernement agissait rapidement à l'égard des fonctionnaires, mais je veux savoir, puisque le premier ministre m'a promis le 24 avril de déposer des directives sur les conflits d'intérêts touchant les ministres, si le gouvernement va agir rapidement dans le cas des ministres?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur le Président, sans aucun doute. Je n'ai pas vérifié le calendrier exact prévu pour le dépôt de ces renseignements, mais je promets au très honorable représentant que le nécessaire sera fait pour donner suite à cette affaire et déposer ce document le plus rapidement possible.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'IMPORTANCE DES IMPORTATIONS DE VÉHICULES JAPONAIS

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre chargé du Commerce international. Le gouvernement du Canada a signalé qu'il souhaite restreindre les importations de voitures japonaises à 18 p. 100 du marché canadien, mais le ministre doit savoir que les Japonais ont rejeté cette proposition. Le gouvernement va-t-il intervenir d'urgence et légiférer en vue d'imposer ces quotas, de façon à protéger les travailleurs et l'industrie automobile canadienne en attendant qu'une entente soit conclue avec les Japonais?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, si le député vérifie la réponse que j'ai donnée au député de Winnipeg-Fort Garry, il constatera que cette question a déjà été posée à la Chambre.

M. Broadbent: Non. Écoutez-le.

LA CONDUITE DES NÉGOCIATIONS

M. Steven W. Langdon (Essex-Windsor): Monsieur le Président, pourquoi a-t-il fallu au ministre aussi longtemps pour conclure cette entente avec les Japonais et présenter un rapport à la Chambre, ce qu'il a promis de faire il y a trois semaines au sujet des négociations en cours?

● (1500)

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit

Pétitions

à la Chambre, il a fallu attendre le 12 juin pour que le gouvernement précédent conclue une entente satisfaisante avec les Japonais l'an dernier. Nous ne sommes pas loin d'en venir à un accord, mais, je le répète, les négociations se poursuivent. En effet, les concessionnaires de voitures japonaises sont venus me consulter vendredi après-midi. Ils se plaignent que les fabricants japonais retardent les livraisons de voitures. Ils ont peut-être décidé de se conformer à notre demande visant à limiter à 18 p. 100 du marché les importations japonaises.

M. le Président: La député de Mount Royal peut poser une brève question.

* * *

DÉFI 85

LE PROGRAMME D'ENTREPRENEURS ÉTUDIANTS

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le 10 mai dernier, je lui ai demandé d'expliquer à nos jeunes pourquoi le programme d'entrepreneurs étudiants, d'une valeur de 30 millions de dollars, n'avait pas encore démarré. Sa réponse était complètement à côté de la question. Vendredi dernier le bureau de Québec nous a affirmé que les demandes des étudiants devaient être faites avant juillet. Si les demandes des étudiants ne sont acceptées qu'en juillet et s'ils doivent rembourser leurs prêts en octobre, à quel moment sont-ils censés gagner de l'argent?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le programme Défi 85 qui a connu un grand succès, comporte un nombre de...

Des voix: Oh, oh!

Mlle MacDonald: Les députés libéraux doutent peut-être de son succès, et pourtant quelque 60,000 étudiants ont déjà trouvé un emploi.

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: Monsieur le Président, le programme d'entrepreneurs qui est un élément du programme Défi 85, varie selon les provinces en fonction des accords conclus avec les autorités provinciales. S'il est vrai qu'il a démarré plus tard dans certaines provinces, il est désormais en marche partout.

* * *

RAPPORTS DU GREFFIER DES PÉTITIONS

M. le Président: J'ai l'honneur de signaler à la Chambre que toutes les pétitions présentées par les députés le vendredi, 17 mai 1985, sauf une, sont conformes aux exigences du Règlement quant à la forme.

La pétition présentée par le député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria) n'est pas conforme aux exigences quant à la forme.